



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Direction départementale des
Territoires

Service urbanisme et
aménagement

Affaire suivie par : Karine Jarlégan

Téléphone : 05.49.03.13.29

Mel : karine.jarlegan@vienne.gouv.fr

La préfète de la Vienne

à

Monsieur le Président de Grand Poitiers –
Communauté d'agglomération

15 pl Maréchal Leclerc

86000 POITIERS

Poitiers, le

**Objet : Avis de synthèse des services de l'État sur le projet arrêté de plan local
d'urbanisme (PLU) de Savigny-Lévescault**

Ref : DDT-SUA-UP-2016-KJ-

PJ : Annexe technique / Annexes 1/2/3

Par délibération en date du 13 décembre 2016, le conseil municipal de la commune de Savigny-Lévescault a arrêté son projet de PLU.

L'examen de ce dossier m'amène à vous faire part des observations suivantes, développées dans l'annexe technique jointe :

En matière d'habitat, le projet d'urbanisation du PLU, ambitieux mais observant la tendance de croissance constatée depuis 2007, répond de façon équilibrée aux objectifs de lutte contre l'étalement urbain en utilisant le potentiel constructible en densification, en limitant l'ouverture à l'urbanisation aux abords immédiats du bourg et en prévoyant une zone d'urbanisation différée.

Les enjeux environnementaux et les continuités écologiques constituant la trame verte et bleue ont été bien pris en compte et traduits réglementairement dans le projet notamment au travers d'un zonage N adapté, d'espaces boisés classés et d'éléments de paysage protégés. L'adaptation du règlement des zones à la problématique des inondations devra néanmoins être vérifiée, à la fois sur la prise en compte du risque et sur la faisabilité des aménagements de régulation des eaux envisagés faisant l'objet des emplacements réservés.

La délimitation du zonage Ap non lié à des enjeux environnementaux, paysagers ou de nature économique majeurs devra être clairement justifié dans le rapport de présentation. La démarche de concertation ayant abouti à sa définition sera exposée, et la suffisance du zonage A constructible démontrée.

Les secteurs Ue et AUe à vocation économique impactent en totalité des secteurs cultivés : la consommation d'espace agricole devra par conséquent être justifiée davantage dans le rapport de présentation en tenant compte des besoins définis par l'autorité compétente en matière de développement économique à une échelle supra communale.

La justification d'autres points du projet sera également étayée dans la partie du rapport consacrée : critères d'identification des bâtiments susceptibles de changer de destination, espaces boisés protégés pour des motifs écologiques, cohérence entre les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD), les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), et les dispositions réglementaires.

L'option retenue d'OAP sectorielles avec règlement sera exprimée clairement, en s'assurant de la complémentarité des principes d'OAP avec le règlement des zones 1AUh.

Enfin, certaines règles littérales pourront faire l'objet de compléments visant à leur amélioration (prescriptions relatives aux éléments de paysage à protéger, opportunité de différencier les règles selon l'objet des zones, clarification des destinations), tandis que d'autres règles seront adaptées aux dispositions du code de l'urbanisme (stationnement en zone U et notamment conditions d'implantation des annexes en zones A et N).

Au vu de l'ensemble des éléments du dossier, je vous informe que j'émetts un avis favorable au projet de PLU, sous la réserve expresse d'apporter dans le rapport de présentation les justifications précises de la surface à vocation économique retenue et du choix des zonages agricoles A et Ap.

La Préfète

Le Secrétaire Général
Émile SOUMBO



Copie à M. le Maire de Savigny-Lévescault

**PROJET ARRÊTÉ DU PLU
COMMUNE DE SAVIGNY LEVESCAULT**

ANNEXE TECHNIQUE À L'AVIS DE SYNTHÈSE DES SERVICES DE L'ÉTAT

I – Analyse du projet d'urbanisation à vocation d'habitat et d'accueil d'activités économiques

A - Des projections démographiques optimistes mais adaptées à la situation communale

Le projet vise l'accueil de 234 habitants supplémentaires sur la période 2016-2026, correspondant à un taux de croissance annuel de l'ordre de +1,85%, extrapolé et équivalent à la tendance observée depuis 2007.

Si les hypothèses retenues d'évolution de population et de la taille médiane des ménages à l'horizon 2027 sont considérées comme ambitieuses, l'évolution projetée reste toutefois globalement adaptée au contexte de la commune située en seconde couronne de Poitiers et entre les axes de circulation majeurs que sont les RD 951 et RN 147.

B - Une consommation d'espace à justifier davantage quant aux aspects économiques.

1- Un zonage à urbanisation différée condition d'équilibre du projet d'habitat

Il résulte des objectifs démographiques et du desserrement des ménages un besoin théorique de 169 logements. Le projet prévoit finalement la réalisation de 174 logements dont 27 potentiels en densification et 147 en zone à urbaniser en extension du bâti.

Ce projet, cohérent avec les projections retenues, reste ambitieux au regard du rythme moyen de construction neuve s'élevant à 11 logements sur la période passée 2005-2014.

Le PLU prévoit toutefois une zone d'urbanisation différée conduisant à un potentiel d'urbanisation immédiat acceptable en extension de 122 logements, soit 12 log/an ; la zone 2AUh constituant une réserve conditionnée à l'évolution du PLU.

2 - Des indicateurs globalement positifs s'agissant des espaces à vocation d'habitat, à nuancer s'agissant des zones d'activités

Les zones à urbaniser à destination d'habitat sont exclusivement situées dans un rayon de 500 m autour du bourg pour plus de 60 % des constructions envisagées et dans un rayon 750 m pour le reste, le potentiel de construction à vocation d'habitat hors du bourg étant nul.

La taille moyenne parcellaire est par ailleurs estimée à 714 m² hors voiries, réseaux et espaces verts dans les opérations d'ensemble des zones à urbaniser, correspondant à une densité moyenne des opérations de 14 logements/ha. En comparaison de la période 2003-2012, cela représente une économie de plus de 34 % sur le rapport espace consommé / nombre de constructions. Néanmoins, cette densité affichée et l'obligation de réaliser les aménagements sous forme d'opérations d'ensemble devront trouver une traduction réglementaire (cf partie II-C-2).

Le zonage établi sur le bourg conduit à une diminution de l'ordre de 19 ha de surfaces constructibles au PLU 2006. Une fois déduites les nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation, l'économie de surfaces constructible nette s'élève à 14 ha.

La présentation de la carte d'évolution des zones constructibles entre le projet de PLU 2017 et le PLU 2006 figurant à la demande de dérogation à l'urbanisation limitée aurait été souhaitable. Cette

évolution pourrait être élargie à l'échelle de la commune et évoquer la suppression des secteurs Ne constructibles du PLU de 2006 couvrant les hameaux au profit des zones A et N.

La surface ouverte à l'urbanisation destinée à l'accueil de logements représente finalement 12,1ha dont 1,9 ha de terrains déclarés à la PAC. L'impact sur les terres agricoles est donc modéré dans les zones immédiatement constructibles 1AUh.

L'impact est plus important s'agissant de l'urbanisation à vocation économique puisque 3,6 ha sont prévus d'être aménagés à court terme sur les zones Ue et 1AUe, couvrant totalement des terres à vocation agricole.

3 – Des réserves quant à la suffisance de justification des zones d'activité économiques Ue et Aue

Le projet de PLU doit permettre la préservation des espaces affectés à un usage agricole et justifier tout zonage consommateur de ces espaces. Il est noté favorablement la fermeture à l'urbanisation immédiate de la moitié du site économique prévu au PLU de 2006 à l'Ouest du bourg. Toutefois, le choix de retenir deux sites d'implantation d'activités économiques entièrement situés sur des secteurs à vocation agricole n'est pas assorti des justifications nécessaires dans le rapport de présentation. L'urbanisation de zones d'activités doit en effet être examinée au regard des besoins de développement économique définis par l'EPCI compétent et des premières réflexions du SCOT du Seuil du Poitou en la matière. La justification doit *a minima* faire état du potentiel d'accueil des zones d'activités préexistantes à l'échelle supra-communale en fonction de leur spécialisation éventuelle.

II - Analyse des documents constitutifs du PLU

A – Traduction des orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

1 – En matière d'accueil et de caractéristiques de l'habitat

Contrairement à ce que laisse envisager l'orientation n°3 visant à favoriser la prise en compte de critères bioclimatiques dans l'habitat, les OAP ne prennent en compte cet aspect qu'au travers d'une « attention à porter aux orientations du bâti ». Aucune disposition réglementaire n'étant prise à cet effet, les moyens de mise en œuvre de l'orientation sont insuffisants.

Par ailleurs, l'aspect qualitatif de l'habitat du projet n'est pas mis en œuvre au travers de mesures concrètes.

Ainsi, dans les orientations 5, 6 et 10, la conception d'opérations d'habitat intégrant des offres foncières variées et des typologies différentes de logements évoquée n'est pas traduite dans les OAP ni le règlement.

Si la réponse transparaît en termes de mixité sociale dans l'objectif assigné de 10 % de logements sociaux dans chaque opération groupée, aucune obligation n'est assignée en matière de typologie de logement au sens de formes urbaines différenciées.

A noter que les données relatives à l'évolution de la population entre 1999 et 2012 présentées dans l'OAP n°5 sont erronées. Le taux de croissance qui en résulte est surestimé. L'évolution de population projetée est différente des extrapolations présentées en page 35 du rapport de présentation. A noter également la redondance des orientations 6 et 10.

2 – En matière de préservation des outils de production agricole

L'orientation n°8 relative à la préservation des outils de production agricole vise à protéger les espaces agricoles et préserver les capacités d'évolution et d'adaptation économique des

entreprises agricoles.

Le zonage A permettant les constructions et installations liées et nécessaires à l'activité agricole est circonscrit autour des exploitations en place. Or, la suffisance de ce zonage pour garantir l'évolution de certaines exploitations -reprise ou volonté de développement- pose question, tout comme la prise en compte effective des exploitations n° 5, 8, 9 et 10 mentionnées dans le rapport (page 62).

Aucun enjeu environnemental, paysager ou économique¹ majeur ne semble par ailleurs justifier d'apposer un zonage protecteur Ap en complément du zonage N, sur près de 40 % du territoire communal.

Il sera par conséquent nécessaire d'examiner à nouveau ces zonages A et Ap afin de démontrer qu'ils permettent bien *a minima* le développement et l'évolution de l'activité agricole en place.

A zonage constant, les dispositions réglementaires de la zone Ap pourraient en outre autoriser les constructions et installations agricoles tout en conditionnant strictement leur localisation, leur volumétrie, leur qualité architecturale et paysagère et le traitement de leurs abords. Cette évolution ne remettrait pas en cause l'économie générale du PLU et pourrait être réalisée au terme de l'enquête publique.

B – Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Les zones à urbaniser (AU) sont réglementées : les OAP ne se substituent donc pas au règlement et ne relèvent pas des dispositions de l'article R151-8 contrairement à ce qui est indiqué en page 4. Il sera nécessaire d'éclaircir ce point dans le dossier approuvé, et de s'assurer que les dispositions réglementaires et les principes d'aménagement n'entrent pas en contradiction en phase de projet.

Il faudra vérifier que les dispositions réglementaires dans les zones concernées par l'OAP n°6 permettront les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages visant à réguler les eaux de ruissellement.

Dans le schéma d'aménagement de l'OAP n°1 de la Tête à Germain, il serait judicieux de prévoir un espace tampon entre la zone d'habitat à l'ouest et la zone UE des Brandes afin d'éviter d'éventuelles nuisances, en préservant pour partie les boisements existants.

Pour chacune des zones, des aménagements et signalisations visant à sécuriser les accès devront être prévus, notamment sur la RD 89 à l'Ouest du bourg, cumulant des accès au futur lotissement des Brandes et au site d'accueil d'entreprises du même nom. Les aménagements de trottoirs à des fins de liaisons douces devront être réalisés aux normes des personnes à mobilité réduite, et être suffisamment sécurisés.

C – Règlement

1 - Dispositions générales du règlement littéral : compléments et améliorations possibles

Concernant l'application de l'article L151-19 : aménagements, restauration, extension

Le règlement prévoit que les travaux d'aménagement, restauration et extension du patrimoine bâti identifié seront autorisés s'ils ne portent pas atteinte (entre autres) à la valeur du patrimoine. Des prescriptions particulières d'ordre réglementaire de nature à assurer leur préservation permettraient de justifier plus aisément un accord ou un refus de travaux (telle que la conservation des murs anciens ou de l'aspect originel).

¹ terroir exceptionnel ou très bon potentiel agronomique, investissements réalisés, parcellaire à préserver, etc.

Le second paragraphe ne concerne que les extensions qui ne doivent pas « mettre en péril la lecture de la logique de la composition » de l'ensemble du bâtiment. Au-delà de l'écriture compliquée, cet aspect de préservation semble valoir également pour la restauration ou l'aménagement du bâti.

Si les travaux sont soumis à déclaration préalable en application de l'article R421-17 e), le permis de démolir doit répondre quant à lui aux dispositions de l'article R421-28 e) du code de l'urbanisme pour les constructions situées à l'intérieur d'un périmètre délimité par le PLU, cette disposition permettant de protéger des ensembles de bâtis remarquables le cas échéant : si le PLU identifie des bâtiments au titre de l'article L151-19, il ne délimite pas de secteurs soumis à permis de démolir.

Concernant l'application de l'article L151-23

S'agissant des boisements et haies, il serait judicieux d'ajouter aux principaux critères de décision à prendre en compte le rôle des bois, haies et arbres dans la structuration paysagère ou les continuités écologiques du territoire. Par ailleurs en cas d'arrachage, il s'agira de préciser si la mesure compensatoire visant à replanter surfaces et linéaires de bois est valable sur l'unité foncière en question ou sur tout le territoire de la commune.

S'agissant des zones humides, il conviendra d'indiquer les activités interdites/autorisées en cas de confirmation d'existence de zones humides au-delà des études supplémentaires requises pour des projets situés dans les zones humides potentielles pré localisées.

Bâtiments agricoles : RSD et ICPE

La référence du RSD pourra être utilement rappelée (arrêté préfectoral n°79-ASS/S452 du 31/12/1979 modifié). Celui-ci prévoit également une distance de 100 m des élevages porcins à l'égard des immeubles habités ou occupés par des tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public.

L'article 5 de l'arrêté du 27/12/2013 s'applique en matière de distances d'implantation des bâtiments d'élevage relevant du régime des ICPE.

Périmètres autour des ouvrages épuratoires

La circulaire du 17 février 1997 abrogée doit être remplacée par la référence à l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015² relatif aux systèmes d'assainissement collectif.

Autre

Un faisceau hertzien de 1,5 GHz d'une largeur de 100m interconnectant des relais radio traverse la commune d'Est en Ouest. Aucun équipement susceptible de provoquer des dysfonctionnements de l'équipement radio considéré comme de sécurité publique ne pourra être accepté dans ce secteur (Voir la décision de l'ARCEP jointe en annexe 1).

2 - Dispositions réglementaires des zones : conseils et points de légalité

Toutes zones

Les usages ne sont pas réglementés contrairement à ce qu'annonce le titre. Il serait judicieux que les constructions autorisées ou interdites correspondent aux destinations et sous-destinations prévues par le code de l'urbanisme.

En général, il n'est pas noté d'adaptation réelle des règles aux vocations des secteurs, usages et contextes environnants. Ainsi, hormis les hauteurs, les règles de volumétrie et d'implantation des sections 2 notamment ne sont pas différenciées entre les zones. Contrairement à ce que permet

² Arrêté prévu d'être modifié actuellement en consultation

aujourd'hui le code de l'urbanisme, il n'est pas fait usage de règles favorisant la cohérence et l'harmonie des constructions et de leurs caractéristiques selon les zones et leur vocation.

La méthode de calcul des hauteurs maximales figure déjà au lexique du règlement.
Des schémas pourraient utilement remplacer ou *a minima* éclaircir l'ensemble des règles écrites.

Zones U et AU

**Section 2*

Il est noté l'absence préjudiciable de règles d'implantation du bâti, de réalisation d'espaces libres ou de surface non imperméabilisée favorisant l'insertion des projets et traduisant la densité des opérations d'ensemble. Afin de garantir une urbanisation rationnelle des zones AU respectueuse des principes des OAP et afin de faciliter l'instruction des autorisations de construire, le règlement pourra par ailleurs exiger un nombre de lots minimum par opération d'ensemble. De façon plus générale, le règlement devra prévoir que ne soit pas compromis l'aménagement cohérent de l'intégralité de la zone.

Il est également préjudiciable que les règles volumétriques et d'implantation dans les zones AUh, AUe et U soient en tout point identiques, sans tenir compte de l'objet des constructions autorisées ni de l'insertion des constructions dans leur environnement immédiat.

Le risque inondation présent dans la zone UL, sur une partie de la zone U de la Vallée ainsi que ponctuellement dans des secteurs naturels devra être assorti de dispositions réglementaires.

Dans les zones US, UL et UE, la notion de correspondance entre besoin de l'activité et nombre de places n'est pas exploitable au stade de l'instruction des autorisations de construire.

Les constructions nouvelles à vocation économique en zone U doivent permettre le stationnement de véhicules sur la parcelle d'implantation. Or, l'article L151-33 du code de l'urbanisme précise que les aires de stationnement peuvent être autorisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat.

Enfin, la règle relative au stationnement en zone 1AUe à vocation économique mentionne par erreur la destination d'habitation.

Les dispositions relatives aux clôtures en zone AU permettent de construire des clôtures maçonnées d'une hauteur d'1,80 m. Une disposition intermédiaire imposant une hauteur inférieure et/ou le doublement végétalisé des clôtures serait judicieuse.

**Section 3*

L'article relatif à la desserte par les réseaux devrait être complété. En effet, en matière d'eaux usées domestiques, les dispositions des articles L1331-1 à L1331-7 du code de la santé publique prévoient une obligation de raccordement au réseau public de collecte dans un délai de 2 ans. Ainsi, en cas d'inaptitude de ce réseau public à recueillir des effluents (surcharge de la STEP par exemple), un dispositif d'assainissement individuel doit être réalisé. Dans ce cas, les dispositifs d'assainissement autonome devraient pouvoir permettre le branchement direct sur le réseau une fois celui-ci redimensionné ou modernisé.

Une disposition pourra également prévoir l'obligation de pré-traitement des eaux usées non domestiques potentiellement polluées avant rejet dans le réseau de collecte.

Il serait par ailleurs utile de prévoir les fourreaux nécessaires au raccordement des constructions à la fibre optique en cas d'opérations d'aménagement d'ensemble dans les zones AU.

Zones A, Ap, N et Np

**Section 1*

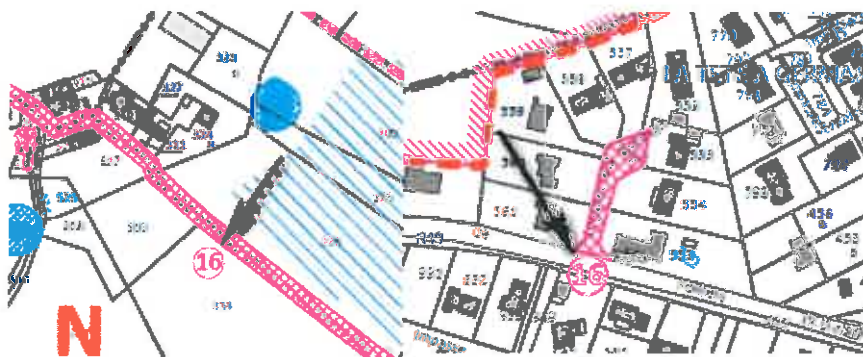
Les changements de destination en zones A, Ap et N (habitat, tourisme, activités économiques) ne correspondent pas aux destinations et sous-destination telles que définies dans les articles R. 151-27 et 28 du code de l'urbanisme. Les destinations et sous-destinations interdites ou soumises à condition pourraient être clarifiées, en sachant que le contrôle de l'autorisation ne s'effectue dorénavant que sur les changements de destination principale.

Dans ces mêmes zones, la distance d'éloignement des annexes vis-à-vis des bâtiments d'habitation existants devra être renseignée, conformément aux dispositions de l'article L151-12 du code précité. De même, la règle fixant la hauteur des annexes à 9 m est excessive au regard de ces dispositions. A noter également que la règle définissant les possibilités d'extension des constructions à usage d'habitation crée un effet de seuil pouvant pénaliser les propriétaires des habitations d'un peu moins de 100 m².

3 - Plans de zonage

Erreurs matérielles et légende

Deux emplacements réservés n°16 sont situés à deux endroits différents du plan alors qu'il manque, sauf erreur, l'emplacement réservé n°19 :



Par ailleurs, le fait que la liste des bâtiments protégés au titre de l'article L151-19 ne soit pas incluse dans les planches de zonage principales pourrait poser un problème d'accès à l'information au stade de l'instruction des autorisations du droit des sols.

D – Le rapport de présentation

1 – Diagnostic : compléments et corrections

Données relatives au logement (page 20)

Le rapport de présentation et le PADD (page 20) présentent un taux de vacance de 2013 égal à 4,3 %, alors que l'orientation n°2 du PADD mentionne un taux de 5,4 %.

Catastrophes naturelles (pages 69 et 251)

La liste des arrêtés de catastrophes naturelles aurait pu être davantage exploitée et mise en lien avec la partie 8 relative aux impacts attendus.

Risque (pages 77 et 83)

Les données du rapport intégreront les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2016/DRCLAJ/BUPPE-117 du 31 mars 2016 ci-joint, instituant les servitudes d'utilité publique (SUP) relatives à la maîtrise de l'urbanisation aux abords des canalisations de transport de gaz. Ainsi, le tableau des zones de risque lié au transport de gaz doit comporter les distances en mètres de part et d'autre de la canalisation : SUP1, SUP2 et SUP3 (Voir partie II-E-1).

Le dernier arrêté portant délimitation des zones contaminées par les termites est l'arrêté n°2017-DDT-161 du 8 mars 2017.

Infrastructures et transports

Le diagnostic devra mentionner le projet d'aménagement de la RN147/déviations de Mignaloux qui avait fait l'objet d'un arrêté de prise en considération, caduc depuis le 23 mars 2014. L'aménagement de la RN 147 au niveau de l'entrée sud-est de l'agglomération de Poitiers a été inscrit au contrat de plan État-Région 2015-2020 pour la reprise des études ayant pour but de conclure à la déclaration d'utilité publique. Dans ce cadre, une autorisation de pénétrer sur les parcelles privées a été délivrée par arrêté préfectoral de la Vienne le 22 novembre 2016 (voir l'arrêté en annexe 2 jointe).

2 – Justifications à étayer en application des articles L151-4 et R151-2

PADD (page 163 et suivantes)

Les objectifs chiffrés ne sont pas justifiés dans la partie consacrée du rapport de présentation.

OAP (page 169 et suivantes)

La complémentarité des dispositions réglementaires prises pour la mise en œuvre du PADD avec les OAP n'est pas justifiée.

Justification du zonage Ap et Ue/AUe (pages 173 et suivantes)

Globalement, la justification des limites des zones est insuffisante car elle consiste surtout à souligner la cohérence entre les zones définies et les orientations du PADD, sans apporter d'arguments probants aux choix réalisés.

Ainsi, en est-il des zonages à vocation économique Ue et Aue qui devront également faire l'objet de justifications précises (voir partie I-B-3). A noter que les secteurs de zones à urbaniser des cartes figurant en pages 173 et 179 n'incluent pas la zone 1AUe des Brandes.

De la même façon, à défaut d'enjeux écologique, paysager ou de nature économique à préserver justifiant un zonage protecteur Ap sur l'ensemble des terres cultivées de la commune (hors corridors écologiques classés en N), les dispositions réglementaires interdisant toute construction devront être justifiées et à défaut modifiées (voir partie II-A).

Bâtiments susceptibles de changer de destinations (page 190)

Les critères qui ont orienté les choix d'identification de ces bâtiments devront être exposés, au regard de l'activité agricole en place ou de la qualité paysagère ou environnementale du site. Il serait par ailleurs souhaitable dans la perspective de changements de destination de ces bâtiments d'en indiquer la destination actuelle.

Protection des éléments de paysage (pages 192 et 194)

Le PLU protège la majorité des boisements de la commune au titre des espaces boisés classés (EBC) soit 433,7 ha de boisements équivalant à 92,5 % des 468,9 ha de boisements recensés sur la commune.

Quelques tènements sont par ailleurs protégés au titre de l'article L151-23 en tant qu'espaces boisés protégés (EBP) pour des motifs d'ordre écologique. La partie sur l'impact du projet du la TVB l'évoque en page 237, mais la justification du recours à cet outil EBP sur une minorité de boisements de la commune devra être ajoutée à la partie idoine du rapport.

Le choix des zones humides protégées en tant qu'élément de paysage au titre de l'article L151-23 devra également faire l'objet de justifications.

Incidences sur les activités agricoles (page 211)

L'analyse des incidences sur les activités agricoles n'est pas exhaustive et sous-estime l'impact du projet : elle devra présenter l'incidence du zonage sur les activités agricoles et inclure les secteurs à vocation économique à urbaniser des Brandes (1AUe et 2AUe) et de La Roubalière (Ue) parmi les zones impactant des terres cultivées.

4 - Compatibilité avec les plans et programmes (articles L131- 5 et L131-7)

Les rapports de compatibilité et prise en compte devront être respectivement examinés s'agissant du PGRI (non développé dans la partie dédiée à l'exposition de la population aux risques en page 74 contrairement à ce qui est indiqué) et du PCET (pages 227 et 231).

E – Complétude des pièces annexes

1 - Annexe 1 : servitudes d'utilité publique

L'arrêté préfectoral n°2016/DRCLAJ/BUPPE-117 du 31 mars 2016 ci-joint, instituant les servitudes d'utilité publique (SUP) relatives à la maîtrise de l'urbanisation aux abords des canalisations de transport de gaz, complétera cette annexe (arrêté joint en annexe n°3).

2 – Annexe 5 : documents sanitaires

Conformément à l'article R151-52 du code de l'urbanisme, le schéma directeur d'assainissement communal de 2001 doit être joint au PLU en tant que pièce annexe. Ce schéma devra être mis en cohérence avec le nouveau projet d'urbanisation de la commune, concomitamment avec l'engagement des travaux visant à améliorer la performance technique de l'ouvrage collectif d'assainissement.

Décision n° 2012-1595
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 11 décembre 2012
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques
au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
pour un réseau indépendant du service fixe
dans les départements du Cher (18), de la Nièvre (58), des Deux-Sèvres (79),
de la Vienne (86) et de la Haute-Vienne (87)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L36-7 (6°), L42-1 et R20-44-11 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2005-400 du 27 avril 2005 relatif aux délais d'octroi des autorisations d'utilisation de fréquences et de notification des conditions de leur renouvellement et aux obligations qui s'imposent aux titulaires pour permettre le contrôle de leurs conditions d'utilisation ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 23 mai 2005 homologuant la décision n° 2005-0173 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 24 février 2005 fixant les conditions d'exploitation des réseaux radioélectriques du service fixe point à point dans la bande 1375-1452 MHz ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 3 avril 2012 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la demande en date du 19 novembre 2012 du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, reçue le 21 novembre 2012 ;

Après en avoir délibéré le 11 décembre 2012 ;

Décide :

Article 1 – Le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie est autorisé, dans la bande 1375-1452 MHz, à utiliser des fréquences radioélectriques selon les conditions techniques précisées dans les annexes 1 à 7 à la présente décision.

Article 2 – La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée pour une durée de dix ans à compter de la date de la présente décision.

Article 3 – Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est assujéti au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

Article 4 – La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R20-44-11 (8°) du CPCE.

Article 5 – Le renouvellement de la présente autorisation ne peut être accordé au titulaire qu'après une nouvelle demande déposée au moins quatre mois avant la date d'échéance de la présente décision, ce délai courant à compter de la date de sa notification.

Article 6 – Le directeur du spectre et des relations avec les équipementiers de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Fait à Paris, le 11 décembre 2012

Le Président

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping 'J' and 'L' followed by a horizontal line and a small flourish.

Jean-Ludovic SILICANI



Carte fond de plan

- Contenu de la carte
- Stations secondaires
 - ★ Stations principales
 - Lignes de 100 m
 - Réseau routier DIRCO
 - Parcellaire raster en noir (couverture nationale totale)
 - Fonds IGN
 -

Annexe 4 à la décision n° 2012-1595 en date du 11 décembre 2012
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
Référence ARCEP : RI003726

<u>STATION A</u>	<u>STATION B</u>
Site d'émission : LHOMMAIZE LE TRUCHON Route nationale 147 86410 LHOMMAIZE	Site d'émission : POITIERS LA FOLIE Route de Chardonchamp 86000 POITIERS
Coordonnées géographiques (WGS-84) : Longitude : 0° 35' 04" E Latitude : 46° 26' 33" N Altitude NGF : 128 m	Coordonnées géographiques (WGS-84) : Longitude : 0° 20' 29" E Latitude : 46° 37' 09" N Altitude NGF : 129 m
Hauteur de l'antenne par rapport au sol : 40 m	Hauteur de l'antenne par rapport au sol : 19 m
Type d'équipement (référence constructeur) : DETRACOM FH1500N_250_GMSK	Type d'équipement (référence constructeur) : DETRACOM FH1500N_250_GMSK
Caractéristiques Radio : Fréquence : 1 428,6250 MHz Largeur du canal : 0,25 MHz Polarisation : Verticale Puissance nominale : 33 dBm Débit : 0,17 Mbits/s Liaison bidirectionnelle	Caractéristiques Radio : Fréquence : 1 376,6250 MHz Largeur du canal : 0,25 MHz Polarisation : Verticale Puissance nominale : 33 dBm Débit : 0,17 Mbits/s Liaison bidirectionnelle
Antenne (référence constructeur) : RFS YA 1517/S Gain : 17,0 dBi Diamètre : Classe ETSI :	Antenne (référence constructeur) : RFS YA 1517/S Gain : 17,0 dBi Diamètre : Classe ETSI :
Pertes (guide d'onde, branchement, atténuateur) : 7,0 dB Em 5,0 dB Rec	Pertes (guide d'onde, branchement, atténuateur) : 5,0 dB Em 7,0 dB Rec
PIRE Max : 13 dBW	PIRE Max : 15 dBW



Préfecture de la Vienne
Secrétariat général
Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Et des Affaires Juridiques
Bureau de l'Utilité Publique
et des Procédures Environnementales

Affaire suivie par Catherine JACQUES
☎ : 05.49.55.71.23
☎ : 05.49.52.22.21
✉ : catherine.jacques@vienne.gouv.fr
Pref-environnement@vienne.gouv.fr

ARRETE n° 2016-DRCLAJ/BUPPE-287

en date du 22 novembre 2016

portant autorisation de pénétrer sur des propriétés publiques et privées sur les communes de Mignaloux-Beauvoir, Nieuil-l'Espoir, Nouaillé-Maupertuis, Poitiers, Saint-Benoit, Saint-Julien l'Ars, Savigny-l'Evescault, Smarves et Sèvres-Anxaumont en vue d'effectuer des études préalables nécessaires à la réalisation de l'aménagement de l'entrée Sud-Est de l'agglomération de Poitiers (RN 147).

La préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code pénal ;

Vu la loi du 22 juillet 1889 modifiée sur la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs ;

Vu la loi du 29 décembre 1892, modifiée, sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

Vu la loi n° 374 du 6 juillet 1943, modifiée, relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

Vu l'arrêté n°2016-SG-SCAADE-085 du 14 octobre 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Emile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

Vu la demande du DREAL Nouvelle-Aquitaine en date du 14 novembre 2016 ;

Considérant que l'autorisation de pénétrer sur les propriétés privées est sollicitée dans le but d'effectuer des études préalables nécessaires à la réalisation de l'aménagement de l'entrée Sud-Est de l'agglomération de Poitiers (RN 147) sur les communes de Mignaloux-Beauvoir, Nieuil-l'Espoir, Nouaillé-Maupertuis, Poitiers, Saint-Benoit, Saint-Julien-l'Ars, Savigny-l'Evescault, Smarves et Sèvres-Anxaumont ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Les agents de la DREAL Nouvelle-Aquitaine et les différents prestataires mandatés ou les agents des entreprises auxquelles la DREAL Nouvelle-Aquitaine aura délégué ses droits, pourront pénétrer sur des propriétés publiques et privées sur les communes de Mignaloux-Beauvoir, Nieuil-l'Espoir, Nouaillé-Maupertuis, Poitiers, Saint-Benoit, Saint-Julien-l'Ars, Savigny-l'Evescault, Smarves et Sèvres-Anxaumont en vue d'effectuer des études préalables nécessaires à la réalisation de l'aménagement de l'entrée Sud-Est de l'agglomération de Poitiers (RN 147).

Article 2 :

L'autorisation prévue à l'article 1^{er} ci-dessus, s'applique au périmètre de la zone d'étude définie sur les communes de Mignaloux-Beauvoir, Nieuil-l'Espoir, Nouaillé-Maupertuis, Poitiers, Saint-Benoit, Saint-Julien-l'Ars, Savigny-l'Evescault, Smarves et Sèvres-Anxaumont dans le plan annexé au présent arrêté.

Article 3 :

Les agents de la DREAL Nouvelle-Aquitaine et les différents mandataires ou les agents des entreprises auxquelles la collectivité aura délégué ses droits, ne sont pas autorisés à pénétrer à l'intérieur des maisons d'habitations. Ils ne pourront s'introduire dans les propriétés closes que cinq (5) jours après notification individuelle du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété.

A défaut de gardien connu dans la commune, le délai ne court qu'à partir de la notification au propriétaire faite à la mairie. Ce délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, les dits agents ou particuliers pourront entrer avec l'assistance du juge d'instance.

Article 4 :

Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornements ou de haute futaie, avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur, ou à défaut de cet accord, qu'il n'ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour l'évaluation des dommages.

A la fin de l'opération, tout dommage causé par les études sera réglé, à défaut d'accord amiable entre le propriétaire et l'établissement, par le tribunal administratif, dans les formes indiquées par la loi du 22 juillet 1889.

Article 5 :

Les maires des communes de Mignaloux-Beauvoir, Nieuil-l'Espoir, Nouaillé-Maupertuis, Poitiers, Saint-Benoit, Saint-Julien-l'Ars, Savigny-l'Evescault, Smarves et Sèvres-Anxaumont assureront la surveillance des éléments de signalisation dont la liste et les emplacements leur auront été notifiés par la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

Article 6 :

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donneront lieu à l'application des dispositions de l'article 322-2 du nouveau code pénal et de l'article 6 de la loi du 6 juillet 1943.

Article 7 :

Une copie du présent arrêté sera affichée par les maires des communes de Mignaloux-Beauvoir, Nieuil-l'Espoir, Nouaillé-Maupertuis, Poitiers, Saint-Benoit, Saint-Julien-l'Ars, Savigny-l'Evescault,

Smarves et Sèvres-Anxaumont en mairie et aux autres emplacements réservés à l'affichage des communications officielles. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat d'affichage établi par les maires des communes concernées et adressé à la préfecture de la Vienne (direction des relations avec les collectivités locales et des affaires juridiques – bureau de l'utilité publique et des procédures environnementales).

Pendant la durée des travaux, copie de l'arrêté sera tenu à la disposition des propriétaires concernés en mairie de Mignaloux-Beauvoir, Nieuil-l'Espoir, Nouaillé-Maupertuis, Poitiers, Saint-Benoit, Saint-Julien-l'Ars, Savigny-l'Evescault, Smarves et Sèvres-Anxaumont, aux jours et heures habituels d'ouverture.

L'autorisation de pénétrer dans les propriétés non closes ne sera valable qu'à l'expiration d'un délai de dix (10) jours après l'affichage en mairie.

Les agents de la DREAL Nouvelle-Aquitaine et les différents agents mandatés ou les agents des entreprises auxquelles la DREAL Nouvelle-Aquitaine aura délégué ses droits, seront munis d'une copie du présent arrêté, qui devra être présentée à toute réquisition.

Article 8 :

Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six (6) mois après sa signature et n'est valable que pendant une période de cinq (5) ans maximum à dater de sa signature.

Article 9 :

La DREAL Nouvelle Aquitaine est chargée de faire procéder à l'insertion d'un extrait du présent arrêté en rappelant les principales dispositions, à ses frais, dans un journal du département.

Article 10 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux, hiérarchique ou d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 11 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de la Vienne, les maires des communes de Mignaloux-Beauvoir, Nieuil-l'Espoir, Nouaillé-Maupertuis, Poitiers, Saint-Benoit, Saint-Julien-l'Ars, Savigny-l'Evescault, Smarves et Sèvres-Anxaumont, le DREAL Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Poitiers, le 22 novembre 2016

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Emile SOUMBO

Périmètre d'étude





PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Préfecture

Secrétariat Général

Direction des Relations avec les Collectivités Locales et des Affaires Juridiques

Bureau de l'utilité publique et des procédures environnementales

ARRETE PREFECTORAL n° 2016-DRCLAJ/BUPPE-117 en date du 31 mars 2016

Instituant des servitudes d'utilité publiques autour des canalisations de transport de gaz exploitées dans le département de la Vienne par la société GRTgaz, Immeuble Bora, 6 Rue Raoul Nordling, 92 227 BOIS COLOMBES sur le territoire de la commune de Savigny L'Evescault

La Préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 et R. 555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Poitou-Charentes en date du 18 décembre 2015 ;

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le 10 mars 2016 ;

Vu l'étude de dangers remise par le transporteur GRTgaz sur les canalisations de transport de gaz qui traversent le département de la Vienne le 3 septembre 2014 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne

ARRETE

Article 1

En application de l'article R 555-30 b) du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique (**dites SUP1, SUP2 et SUP3**) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport de gaz naturel exploitées par GRTGAZ conformément aux distances décrites et représentées pour ce qui concerne la commune de Savigny L'Evescault (code INSEE 86256) sur les tableaux ci-dessous et la carte annexée au présent arrêté, où :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances SUP : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

NB1 : Seules les distances majorantes correspondantes aux servitudes SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 et 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NB2 : En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP1 figurant dans les tableaux ci-après et la représentation cartographique des SUP1 telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

La localisation de la canalisation enterrée pour déterminer précisément les zones de servitudes dans le cadre notamment des permis de construire et des analyses de compatibilité sera de la responsabilité de GRTGAZ.

Ouvrages traversant la commune :

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur (en mètres)	implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
DN150-1972-CHAUVIGNY FONDU_MIGNALOUX-BEAUVOIR TRUCHON	67,7	150	4700	ENTERRE	45	5	5
DN300-2001-CHAUVIGNY FONDU_MIGNALOUX-BEAUVOIR	67,7	300	4726	ENTERRE	95	5	5
DN100-1961-CHAUVIGNY FONDU_MIGNALOUX-BEAUVOIR TRUCHON	67,7	100	4702	ENTERRE	25	5	5

Article 2

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R. 555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application du R555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture de la Vienne. Il sera adressé au maire de la commune de Savigny L'Evescault.

Article 6

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 7

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, les maires des communes traversées ou impactées par les canalisations de transport de gaz, les établissements publics intercommunaux (EPCI) dont dépendent ces mairies, le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée, ainsi qu'au Directeur de GRTGAZ.

Fait à Poitiers, le 31 mars 2016

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général
De la Préfecture de la Vienne,

Serge BIDEAU

La carte communale des servitudes d'utilité publique annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de

- la Préfecture de La Vienne ;
- la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement
- la mairie de la commune concernée ou l'établissement public compétent.

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date du

31 MARS 2016

Pour la Préfète

et par délégation

Le Secrétaire Général

S. BLOU